

Étude des crédits 2017-2018

Renseignements généraux de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2017

QUESTION GÉNÉRALE N° 1

Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - a. les détails de ces ententes;
 - b. les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des évènements concernés.

ENDROIT	DU	AU	Personne participante	BUT DU VOYAGE	COÛT
Niagara Falls, Ontario	3 oct. 16	4 oct. 16	Dany Michaud	Participation à la conférence de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	741 \$
Niagara Falls, Ontario	3 oct. 16	7 oct. 16	Louis Gagné	Participation à la conférence de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA) et au congrès de Rubber Symposium - congrès sur l'économie circulaire et les caoutchoucs recyclés	1 709 \$
Niagara Falls, Ontario	3 oct. 16	4 oct. 16	Sonia Gagné	Participation à la conférence de l'Association canadienne des agences gouvernementales de recyclages de pneus (CATRA).	1 095 \$
Niagara Falls, Ontario	5 oct. 16	7 oct. 16	Sabrina Charron	Participation au congrès de Rubber Symposium - congrès sur l'économie circulaire et les caoutchoucs recyclés.	1 905 \$
Toronto, Ontario	27 oct. 16	27 oct. 16	Sophie L. Blouin	Consultations de ÉEQ sur leur Tarif 2017 dans le cadre de régime de compensation	474 \$

POUR CHAQUE VOYAGE OU DÉPLACEMENT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2016-2017 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES:

- A) L'ITINÉRAIRE ET LES DATES DU DÉPART ET/OU DU RETOUR;**
 - B) LES COÛTS;**
 - C) LE CAS ÉCHÉANT, TOUT AUTRE COÛT VENTILÉ PAR POSTE: FRAIS D'HÉBERGEMENT, FRAIS DE REPAS, AUTRES FRAIS, ETC.;**
 - D) POUR LES ORGANISMES, LES NOMS ET LES TITRES DES DIRIGEANTS ET DES FONCTIONNAIRES CONCERNÉS ET AUTRES PARTICIPANTS.**
-

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2016-2017 :

PUBLICITÉ			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
ÉDIKOM - 6921086 CANADA INC.	Publicité dans Infolettre Actualité alimentaire dans le cadre d'une Campagne sur le gaspillage alimentaire (Programme réduction à la source).	1 195 \$	Contrat négocié
APCHQ - ASS. PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS	Publicité pour l'appel de proposition réduction CRD	700 \$	Contrat négocié
ASSOCIATION DES RESTAURATEURS DU QUÉBEC	Publireportage pour diffusion dans le bulletin web Association des Restaurateurs	550 \$	Contrat négocié
FÉDÉRATION QUÉBÉCOISE DES MUNICIPALITÉS (FQM)	Entente de partenariat annuelle magazines: Marché municipal + Quorum	1 700 \$	Entente annuelle
LES ÉDITIONS PROTÉGEZ-VOUS	Dossier spécial dans le "Guide pratique Protégez-Vous" - "Mieux Manger"	4 000 \$	Contrat négocié
MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	Placements publicitaires "Tournée ICI ON RECYCLE (IOR)"	9 744 \$	Contrat négocié
MÉDIAS TRANSCONTINENTAL S.E.N.C.	Publicité dans le Magazine "Voir vert" /appel à proposition réduction CRD.	4 140 \$	Contrat négocié
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Publicité dans la revue "Vecteur Environnement"	2 045 \$	Contrat négocié
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Publicité dans le magazine "Urba et Carrefour"	8 000 \$	Entente annuelle

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:

POUR 2016-2017 :

PRODUCTION			
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT	MODE D'OCTROI
ARDOISE DESIGN COMMUNICATIONS INC.	Conception graphique (3RMCDQ, Voir Vert, Coupe Rogers, Carte de Noël, Mondial Culture, fête nationale, Mieux manger-Protégez-vous, matières compostables, FQM)	9 805 \$	sans contrat
BRODEX INC.	Outil de communication pour l'écusson avec le nom de RECYC-QUÉBEC lors de l'évènement de la Parade des jouets	281 \$	sans contrat
CONCEPTPLUS.CA	Conception de cadres pour les attestations niveau 3: Tournée ICI ON RECYCLE (IOR)	5 480 \$	N/A
CREOGRAFIK	Outil de communication pour le projet portant sur les contenants de boissons.	680 \$	N/A
GENEVIÈVE LABRECQUE	Production pour placements publicitaires (Fête Nationale de Québec et de Montréal, Mondial des cultures, CRD, napperon, publiereportage URBA-UMQ, attestation tournée IOR, Étude collecte matières organiques, coroplasts pour colloque GMR, portail pneus)	5 117 \$	sans contrat
JACQUELINE OTIS	Outil de communication pour les sujets traités dans : CETEQ et CIRAIG, FQM-carrefour municipal UMQ, Bulletin "les Environs", Revue Vecteur et rapports des sites dégradés	2 875 \$	N/A
THRACE GRAPHISTES CONSEIL INC.	Outil de communication sur les produits de plastiques mélangés, polystyrène & pellicules	5 024 \$	N/A
TRIADE MARKETING	Outil de communication pour l'évènement "Escouade RECYC-QUÉBEC"	950 \$	sans contrat

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24).

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:
POUR 2016-2017 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
REGROUPEMENT RÉCUPÉRATEURS ET RECYCLEURS DES MATIÈRES DE CONSTRUCTION ET DÉMOLITION DU QUEBEC - 3R MCDQ -	Commandite au congrès annuel et bourse de 5000\$ pour le Prix Vision Innovation RECYC-QUÉBEC	11 500 \$
ACQ - ASSOCIATION DE LA CONSTRUCTION DU QUÉBEC	Commandite avec l'Association de la Construction du Québec	5 000 \$
ASSOCIATION DES MICROBRASSERIES DU QUÉBEC - AMBQ	Commandite Congrès annuel de l'Association des micro-brasseries du Québec	3 500 \$
CANAL SANTÉ INC.	Commandite Canal Santé	14 925 \$
COMITÉ DE LA FÊTE NATIONALE DE LA ST-JEAN INC.	Commandite Fête nationale de la St-Jean à Montréal, tournant vers un virage écoresponsable	10 000 \$
CONSEIL DU BÂTIMENT DURABLE DU QUÉBEC	Commandite Salon Durabilys	2 500 \$
CONSEIL QUÉBÉCOIS DES ÉVÉNEMENTS ÉCORESPONSABLES	Commandite Cérémonie des Vivats	7 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE MONTRÉAL	Commandite du 10e gala de reconnaissance en environnement et développement durable	2 000 \$
CORIM - CONSEIL DES RELATIONS INTERNATIONALES DE MTL	Commandite Déjeuner-causerie en lien avec le Développement Durable	3 000 \$
CORPORATION DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE DE MTL	Commandite 5e Forum international	5 000 \$
CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE -CREAT	Commandite Chasse aux déchets sauvages	5 000 \$
ENVIRONNEMENT JEUNESSE INC.	Commandite Salon artisans récupérateurs	10 000 \$
FRONT COMMUN DU QUEBEC POUR UNE GESTION ÉCOLOGIQUE- FCQGED	Commandite Semaine québécoise de réduction des déchets	10 000 \$
FONDATION SOLIDARITÉ JEUNESSE	Commandite Journée Normand-Maurice	5 000 \$
LA FÊTE NATIONALE DU QUÉBEC	Commandite Fête nationale, tournant vers un virage écoresponsable	10 000 \$
LA PARADE DES JOUETS INC.	Commandite de la Parade des jouets à Québec	5 000 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 3

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME. FOURNIR LA LISTE DE CES DÉPENSES EN INDIQUANT:
POUR 2016-2017 :

COMMANDITES		
ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
MONDIAL DES CULTURES DE DRUMMONDVILLE	Commandite Mondial Cultures Drummondville	6 000 \$
NATURE- ACTION QUÉBEC INC.	Commandite au programme de certification Clé verte	2 000 \$
RÉCUPEX (Sherbrooke) INC.	Commandite "L'Estrie mets ses culottes"	3 500 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DU CENTRE DE VALORISATION	Commandite Colloque Innovations valorisation des matières résiduelles	1 480 \$
RÉSEAU ENVIRONNEMENT	Commandite d'un colloque sur la gestion des matières résiduelles et à Americana & du Salon des Technologies environnementales	18 000 \$
THÉÂTRE DE LA LIGUE NATIONALE D'IMPROVISATION	Commandite soirée-bénéfice Coupe TOHU de la Ligue Nationale d'Improvisation (LNI)	1 000 \$
UNION DES MUNICIPALITÉS DU QUÉBEC	Commandite Assises annuelles 2016	7 500 \$
UNIVERSITÉ DU QC À MONTRÉAL (UQAM)	Commandite Gala Prix Performance 2016	3 500 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

QUESTION GÉNÉRALE N° 4

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

Pour chacunes des dépenses listées ci-dessous, le mode d'octroi est par contrat négocié

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT GLOBAL
TOURNÉE pour la remise des attestations ICI ON RECYCLE! - hiver 2016-2017	Remise des attestations aux entreprises qui ont atteint le niveau 3	Lithochic, Concept Plus; Protocole trophées d'exception; Ardoise; Auberge L'Évêché; Incontournable Productions; Aux Bienfaits; Métronomie; NH Photographe; Équilibre traiteur; Avec Plaisirs traiteur	23 107 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 5

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisés par le ministère ou l'organisme:

- a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie

Organisés par professionnel ou une firme externe:

- d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié)
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilées par catégorie

FOURNISSEUR	BUT VISÉ	MONTANT
HEC	Gérer la communication d'entreprise à l'ère numérique	796 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 6

La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;**
- b) le but visé par chaque dépense;**
- c) la nature de la formation;**
- d) les personnes concernées.**

Aucun montant

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Fournisseur ou nom de la firme	Objet	Montant	Mode d'octroi
2528-4753 QUEBEC INC. (Décoration Pinceau)	Peinture-aménagement du bureau de Montréal	7 800 \$	Gré à gré
CEDROM SNI	Contrat d'abonnement et de licence pour la reproduction de documents pour la revue de presse	6 177 \$	Non requis
Chamard et Associés	Rédaction d'un guide pratique facilitant l'élaboration d'appels d'offres pour le secteur de la collecte sélective	20 900 \$	Appel d'offres sur invitation
Champagne, Valériane	Expertise marketing social et stratégie changement de comportements	2 100 \$	Non requis
Clerk, Maxime-R.	Contrat de services professionnels marketing Développement intelligence d'affaires.	18 000 \$	Gré à gré
Corporation de l'école des Hautes Études Commerciales de Montréal (HEC)	Étude gaspillage alimentaire des ménages québécois-CMRS	5 800 \$	Gré à gré
Corporation de l'École Polytechnique de Montréal	Bonification du rapport sur la performance économique ACV	4 062 \$	Gré à gré
Crop inc.	Étude (sondage) d'image de RECYC-QUEBEC	15 750 \$	Non requis
Deloitte S.E.N.C.R.L./S.R.L.	Étude portant sur l'analyse de cycle de vie (ACV) pour les sacs d'emplettes	12 500 \$	Gré à gré
Expert communication unifiée inc.	Contrat de support Lync	800 \$	Gré à gré
Experts-Conseils STATEX (Claude Laberge)	Avis technique pour la réalisation d'une caractérisation à destination à l'entrée des centres de tri	14 760 \$	Non requis
Fertel, Camille	Services professionnel pour deux mandats de vérification interne	18 500 \$	Gré à gré
François Lafortune	Étude sur la variabilité de la densité des matières résiduelles dans le temps	16 850 \$	Gré à gré
Girouxmetho	Collecte des données	19 992 \$	Non requis
Grisvert inc.	Services professionnels accompagnement dans la démarche de planification stratégique	15 725 \$	Gré à gré
Hardy, Normand et Associés S.E.N.C.R.L.	Vérification des calculs pour la compensation de 2016	8 500 \$	Gré à gré

QUESTION GÉNÉRALE N° 7

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :

Hyatt Regency Montréal	Location et services activité internes	6 500 \$	Gré à gré
Impact conseil	Consultation en matière d'analyse d'impact réglementaire (AIR) et mémoires	24 750 \$	Gré à gré
Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques (IGOPP)	Formation en gouvernance	3 900 \$	Gré à gré
La Tête chercheuse	Mandat de recrutement pour poste aux communications	21 600 \$	Gré à gré
Legendre, Sophie-Anne	Service professionnel de rédaction de mémoire	2 600 \$	Non requis
Les alchimistes conseils inc.	Accompagnement au mode de fonctionnement et rédaction du plan de communication	7 823 \$	Gré à gré
Les Services de réputation Syrus inc.	Veille et analyse des médias écrits et électroniques	12 200 \$	Gré à gré
LG2 Québec inc.	Travaux de production du rapport annuel 2015-2016	23 405 \$	Gré à gré
Média QMI	Licence pour consultation de presse le Journal de Montréal & de Québec et Revue de Presse	539 \$	Gré à gré
NI Corporation	Étude portant sur le gaspillage alimentaire	2 649 \$	Gré à gré
Normandin Beaudry	Accompagnement dans évaluation d'emplois	3 000 \$	Gré à gré
Octopus-ITSM.com inc.	Contrat de services professionnels - implantation d'un centre de services juridiques	9 405 \$	Non requis
Ouattara, Serge Yannick	Animation - Activité de Noël 2016 RECYC-QUÉBEC	600 \$	Non requis
Pageau Morel et associés inc.	Services d'ingénierie pour le réaménagement du bureau de Montréal	11 000 \$	Gré à gré
Panache Studios inc.	Production d'un vidéo audio-visuel	9 999 \$	Gré à gré
Paul David	Coaching professionnel	7 200 \$	Non requis
Production Swat factory	Service professionnel accompagnement solution mobile	7 750 \$	Non requis
Raymond Chabot Grant Thornton	Contrat de collecte de données en partenariat avec Éco entreprises Québec.	15 750 \$	Appel d'offres sur invitation
Victrix Conseil Inc.	Mise en place de la Gestion documentaire GED	15 947 \$	Gré à gré
WSP Canada inc.	Contrat de révision des paramètres utilisés dans le calcul du modèle économique.	4 850 \$	Non requis
WSP Canada inc.	Entente en partenariat entre RECYC-QUÉBEC et Éco Entreprises Québec auprès des centres de tri	12 508 \$	Appel d'offres sur invitation

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 8

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant:

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations ;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Non assujettis à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics

QUESTION GÉNÉRALE N° 9

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune des soumissions;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;

e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation

Ces informations sur les appels d'offres publics sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> .

QUESTION GÉNÉRALE N^o 11

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:

- a) Liste de toutes les ressources oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;**
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);**
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;**
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;**
- e) une description de son mandat;**
- f) la date de début de son contrat;**
- g) la date prévue de fin de son contrat;**
- h) sa rémunération annuelle.**

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du québec. <http://www.seao.ca/>

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

a) le nom du projet;	Portail collaboratif
b) la nature du projet;	Développement d'un portail collaboratif pour opérationnaliser la nouvelle dynamique de gouvernance
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	130 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	422 000 \$
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2016-2017 : 19 553 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	118 303 \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Pas pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	70%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Pas pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Pas pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2016-2017 : Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 12

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer:

a) le nom du projet;	Portail de gestion du programme québécois de gestion intégrée des pneus hors d'usage
b) la nature du projet;	Réalisation d'un Portail qui porterait sur la gestion de l'ensemble des opérations relatives aux pneus hors d'usage.
c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);	Pas pertinent à l'étude des crédits
d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;	400 000 \$
e) les plus récentes évaluations du coût du projet;	200 000 \$
f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;	2016-2017 : 92 292 \$
g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;	24 047 \$
h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;	Pas pertinent à l'étude des crédits
i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;	95%
j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;	Pas pertinent à l'étude des crédits
k) le nombre de consultants externes intégrés ou oeuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.	Pas pertinent à l'étude des crédits
l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Oui
m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.	2016-2017 : Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2016-2017 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:

a) la photocopie;	212 \$
b) le mobilier de bureau;	- \$
c) l'ameublement;	- \$
d) le distributeur d'eau de source;	- \$
e) le remboursement des frais de transport;	15 982 \$
f) le remboursement des frais d'hébergement;	5 899 \$
g) le remboursement des frais de repas;	3 340 \$
h) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;	- \$
i) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement;	
I. a) au Québec;	7 462 \$
II. b) à l'extérieur du Québec.	

Ces montants représentent les dépenses pour le pdg et les trois vice-présidences.

QUESTION GÉNÉRALE N° 14

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

a) le nombre de téléphones cellulaires, «Blackberry», iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;	19 iPhone
b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) et d'ordinateurs portables;	48
c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;	0
d) les coûts d'acquisition des appareils;	2 481 \$
e) le coût d'utilisation des appareils;	12 972 \$
f) le coût des contrats téléphoniques;	Le coût d'utilisation inclut le coût des contrats
g) les noms des fournisseurs	Telus
h) le nombre de minutes utilisées;	11 129
i) les ordinateurs portables	inclus dans b)
j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés	inclus dans b)
k) le coût des frais d'itinérance	Le coût d'utilisation inclut les frais d'itinérance
l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu	- \$

Note: Ces dépenses sont pour l'ensemble de la Société et plusieurs employés n'ont qu'un ordinateur portable et aucun ordinateur de bureau.
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

	2017-2018 (estimé)	2016-2017	2015-2016	2014-2015
a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;	Voir annexe 15-A-B			
b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;	Voir annexe 15-A-B			
c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel (base annuelle);	-	189 jrs	-	-
d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée;	Voir annexe 15-D			
e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail;	-	910 hrs	-	-
f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel (base mensuelle);	-	116 jrs	-	-
g) le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;	Voir annexe 15-G			
h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;	Question non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.			
i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation;	En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.			
j) l'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);	Voir annexe 15-J			

QUESTION GÉNÉRALE N° 15

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

	2017-2018 (estimé)	2016-2017	2015-2016	2014-2015
k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;	-	5	-	-
l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;	-	2	-	-
m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);	Voir annexe 15-M			
n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
o) le nombre d'employés permanents et temporaires.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor			
q) Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes;		"aboli au net" 0		
r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.	Réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.			

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-A-B

le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

a)

Plus ou égal à 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	11 cadres	5 M	6 F	0	0	0	0
	39 professionnels	16 M	23 F	0	0	0	11
	8 soutiens	0 M	8 F	0	0	0	0
	8 techniques	1 M	7 F	0	0	0	2
Total	66 employés	22 M	44 F	0	0	0	13

b)

Moins de 35 ans							
	Catégories d'emploi	Sexe		Handicapés	Anglophones	Autochtones	Communautés culturelles
	1 cadres	0 M	1 F	0	0	0	0
	5 professionnels	1 M	4 F	0	0	0	1
	1 soutiens	0 M	1 F	0	0	0	0
	0 techniques	0 M	0 F	0	0	0	0
Total	7 employés	1 M	6 F	0	0	0	1

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-D

- d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

	Catégories d'emploi	10 jrs et - # personnes	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
	Cadres	0				- \$
	Professionnels	42				60 188 \$
	Soutiens	9				5 864 \$
	Techniques	13				8 856 \$
Total		64	0	0	0	74 908 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-G

- g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	Catégories d'emploi	10 jrs et -	10 à 50 jrs	50 à 100 jrs	100 jrs et +	Valeur estimée
	Cadres	7	4	1		77 098 \$
	Professionnels	5	41			282 306 \$
	Soutiens	8	1			26 277 \$
	Techniques	4	9			42 919 \$
Total		24	55	1	0	428 600 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-J

- j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

	2016-2017		2015-2016		2014-2015	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	10	2				
Professionnels	33	11				
Soutiens	6	3				
Techniques	7	1				
Total	56	17				

QUESTION GÉNÉRALE N° 15
ANNEXE 15-M

m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

	2016-2017		2015-2016		2014-2015	
	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc
Cadres	10	2				
Professionnels	35	11				
Soutiens	8	3				
Techniques	9	1				
Total	62	17	0	0	0	0

QUESTION GÉNÉRALE N° 16

Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction;

a) le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. le nombre de départs à la retraite en 2016-2017

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes pour l'année 2016-2017 seulement.

b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent plan de gestion des ressources humaines 1

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018

c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2018-2019

c) les indemnités de retraites qui seront versées

d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats 0

QUESTION GÉNÉRALE N° 17

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux:

A)	
- l'emplacement de la location	141, ave du Président-Kennedy, 8e, Montréal, Qc
-la superficie du local loué	1 124,23 m. ca. (11800 pi ²)
-le coût total de ladite location	354 000 \$ (annuel)
-les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés	
depuis le 1 ^{er} avril 2016	21 976 \$
	(le bail se termine le
-la durée du bail;	9 ans 31 octobre 2017)
-le propriétaire de l'espace loué	Université du Québec à Montréal

B)	
- l'emplacement de la location	300, rue Saint-Paul, bureau 411, Québec
-la superficie du local loué	680.70 m.ca (7327 pi ²)
-le coût total de ladite location	200 691 \$ (annuel)
-les coûts d'aménagement et/ou de rénovation réalisés	
depuis le 1 ^{er} avril 2016;	- \$
	(le bail se termine le
-la durée du bail	9 ans 31 mars 2023)
-le propriétaire de l'espace loué	300 Saint-Paul QUÉBEC INC.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 18

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

b) les coûts	4 000 \$
--------------	----------

QUESTION GÉNÉRALE N^o 21

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) la prime de départ versée, le cas échéant;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 22

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires etc.), en indiquant:

- a) le poste initial;**
- b) le salaire;**
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;**
- d) la date de la mise en disponibilité;**
- e) les prévisions pour 2017-2018**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du Trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 23

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en ventilant:

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);**
- b) prévisions pour 2017-2018;**
- c) par catégorie d'âge.**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 24

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Un (1) poste pour l'année 2016-2017

QUESTION GÉNÉRALE N° 25

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Veillez vous référer à la réponse de la question 15 j.

QUESTION GÉNÉRALE N° 26

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant:

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu)

Aucun

QUESTION GÉNÉRALE N° 27

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur internet (Eureka, etc) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun
- b) le fournisseur
- c) la nature du service

FOURNISSEUR	NOTE	MONTANT
CENTRE DE SERVICES PARTAGÉS DU QUÉBEC	Abonnement pour un an	500 \$
CONSTRUCTION & DEMOLITION RECYCLING ASSOCIATION	Abonnement annuel	360 \$
CLUB DE PRESSE BLITZ	Abonnement au répertoire des médias du Canada	615 \$
GROUPE INFOPRESSE-ARY	Abonnement au magazine infopresse - 12 numéros	80 \$
JOURNAL LES AFFAIRES	Abonnement journal Les Affaires pour 2 ans	70 \$
JAGUAR MÉDIA INC.	Abonnement au Réseau d'information municipale pour un an	1 325 \$
JOURNAL LES AFFAIRES	Abonemment au journal Les Affaires pour deux ans	50 \$
DUN & BRADSTREET	Abonnement à Dun & Bradstreet : "# 10 business Days-TI"	59 \$

QUESTION GÉNÉRALE N° 28

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Aucune somme déboursée.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :

- a) le nom du site web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

a) Le nom du site Web :

RECYC-QUÉBEC (externe) : <http://www.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Le site actuel a été conçu par Brad-O2 WEB Solutions en 2014-2015 et 2015-2016.

c) Les coûts de construction du site :

Le coût pour le site actuel est de 359 868 \$, incluant la MOD à l'interne.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement 2016-2017: 1 500 \$ (O2 WEB Solutions)

Soutien technique et maintenance 2016-2017 : 7 585 \$ (O2 WEB Solutions)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le site s'est développé en trois phases et une refonte amorcée en 2014 :

- En 1995 : fait à l'interne
- En 1998 : fait à l'interne
- En 2001-2002 : 126 735 \$
- En 2014 : 74 761 \$ en développement
- En 2015 : 202 002 \$ en développement

En 1995, création d'un petit site Internet par des professionnels à l'interne.

En 1998, mise à jour (rafraîchissement) du site Internet et création d'un Intranet à l'interne.

En 2001-2002, refonte du site Internet, par la firme Transcontinental 3W. Nouvelle plate-forme facilitant l'intégration des données axées sur nos clientèles. RECYC-QUÉBEC se veut alors la référence en gestion des matières résiduelles au Québec, ce qui nous a amenés au développement de notre site Internet et par la même occasion à la mise à jour des outils pour y parvenir. De plus, avec l'implantation du programme d'identification visuelle du gouvernement du Québec en 2001, et en tant que société d'État, nous avons l'obligation de nous conformer aux règles graphiques du PIV.

En 2014, nous avons amorcé une refonte complète de notre site, car il ne répondait plus aux besoins de nos clientèles ni à ceux de l'organisation. L'ancien site était doté d'un logiciel désuet et complexe qui causait des problèmes techniques fréquents et nous rendait vulnérable aux attaques informatiques. Le site ne pouvait pas non plus répondre au standard d'accessibilité du Conseil du trésor. La refonte a été réalisée par des professionnels à l'externe, soit Absolutnet, Perséides, Consortium Brad-O2Web et Libéo inc., et à l'interne.

En 2016, la refonte s'est terminée et le site a été mis en ligne le 12 janvier. Le nouveau site est donc maintenant en ligne et fonctionnel.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : Hebdomadaire et au besoin (si urgence).

h) Responsable du contenu sur le site : Direction des communications

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail ICI ON RECYCLE! : <https://icionrecycle.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix, 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à environ 28 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour : Au besoin.

h) Responsable du contenu sur le site : Responsable du programme ICI ON RECYCLE

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web :

Portail GMR municipal : <https://portailgmr.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Centre de développement Nexio inc. (Anciennement FusePoint inc.) en 2009

c) Les coûts de construction du site :

Le coût de construction du Portail GMR s'élève à 385 000 \$.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

e) Le coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

- Avril 2014 à mars 2015 : 177 873 \$

Le premier Portail GMR a été mis en service en 2009, des mises à jour ont été réalisées depuis mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter les besoins du programme GMR.

En 2014-2015, la refonte du Portail GMR municipal a été effectuée par la firme Alithya.

Le nouveau Portail GMR a été conçu afin que, chaque année, les organismes municipaux déclarent leurs coûts associés à la Gestion des Matières résiduelles sur le territoire pour lequel ils détiennent au moins une compétence.

Ce nouveau Portail a été mis en service en mars 2015.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne des mises à jour :

Au besoin, minimum une fois par an.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable du Régime de compensation

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail VISEZ juste! : <https://visezjuste.recyq-quebec.gouv.qc.ca>

Il s'agit d'un extranet qui était destiné aux représentants d'édifices dans le cadre du programme VISEZ juste!, programme exclusif aux ministères et organismes du gouvernement du Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts externes s'élèvent à 55 000 \$ en 2010.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

En raison de la fermeture du programme VISEZ juste! en octobre 2015, le portail a été définitivement fermé en janvier 2016.

e) Le coût de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

La première version de l'extranet a été conçue en 2005 par SIRIUS Conseils au coût de 27 000\$ (incluant l'analyse préliminaire, ajout de fonctionnalités et mise à jour). Cette version a été utilisée pendant 5 ans, mais sa structure était devenue désuète et ne pouvait plus supporter l'ajout de fonctionnalités pour répondre aux besoins croissants du programme VISEZ juste! et de sa clientèle (lenteur du système, rapport statistique non fonctionnel, etc.). C'est pourquoi le Portail VISEZ juste! a été conçu et mis en ligne en décembre 2010.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Jusqu'à sa fermeture en janvier 2016, les améliorations et ajouts de fonctionnalités : environ deux à trois fois par année. Les données mises à jour quotidiennement par les administrateurs du Portail.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable du programme Visez Juste

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

Portail Aide aux programmes : <https://aidefinanciere.recyc-quebec.gouv.qc.ca>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisé à l'interne avec l'aide de la firme Victrix en 2011-2012.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à 106 000 \$ en 2011-2012.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Réalisé à l'interne.

Interscript - accessibilité WEB: 400 \$ pour 2015-2016.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Création initiale.

Refonte : coûts inclus dans le projet de refonte de tout le site web

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Responsable des programmes d'aides financières.

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

RECRÉER : <http://www.recreer.ca/>

En partenariat avec Éco Entreprise Québec.

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par Les Évadés en 2010.

c) Les coûts de construction du site :

Assumé par ÉEQ.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 1 320 \$ en 2016-2017 (Les Évadés)

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) :

Le coût de modernisation est inclus dans le coût d'entretien et de mise à jour.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Direction des communications

Pour chaque site internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

a) Le nom du site Web:

ON EN PREND SOIN : <http://onenprendsoin.ca/>

b) Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site :

Réalisation du site par RESSAC MÉDIA en 2014.

c) Les coûts de construction du site :

Les coûts s'élèvent à: 42 000 \$ en 2014-2015

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour :

Hébergement : 600 \$ en 2016-2017 (RESSAC MÉDIA).

e) Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement :

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (« hits ») :

Ne semble pas pertinent à l'exercice de l'étude de crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour :

Au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site : Direction des communications

QUESTION GÉNÉRALE N^o 30

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:

- a) la liste;**
 - b) le nom de la personne;**
 - c) les mandats de chacune de ces personnes;**
 - d) les contrats octroyés pour chaque mandat;**
 - e) le rsultat du travail effectué;**
 - f) les échéances prévues**
 - g) les sommes impliquées**
-

Veillez vous référer à la question 7.

QUESTION GÉNÉRALE N° 32

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016, 2016-2017 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;**
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;**
- c) le nombre total de demandes reçues;**
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);**
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;**
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours.**
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

S.O.

QUESTION GÉNÉRALE N° 35

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la loi sur le ministère du conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes

QUESTION GÉNÉRALE N° 36

Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 37

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 38

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 39

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucune somme.

QUESTION GÉNÉRALE N° 40

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

Le montant total des primes au rendement et des bonis est de : 8 952 \$

QUESTION GÉNÉRALE N^o 41

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour des bris de contrat est de : 258 966 \$

QUESTION GÉNÉRALE NO 42

Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, - bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 43

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.**

Il n'y a pas de cadre ou de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION GÉNÉRALE N° 44

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;**
- b) fournir la liste des salaires versés;**

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

Aucun comité

QUESTION GÉNÉRALE N° 47

Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 48

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 49

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

L'information sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 50

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

Aucun ETC

QUESTION GÉNÉRALE N° 51

Ventilation du budget du ministère consacré à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan Nord pour 2016-2017 et prévision pour 2017-2018.

S.O.

QUESTION GÉNÉRALE N° 52

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 53

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

L'information sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 54

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

L'information sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

QUESTION GÉNÉRALE N° 55

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 56

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 57

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

Fournisseur ou nom de la firme	Montant
MILLER THOMSON AVOCAT, (MANDATÉ PAR ÉCO ENTREPRISES QUÉBEC (ÉEQ))	80 000 \$
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., s.r.l.	50 126 \$
LANGLOIS avocats, S.E.N.C.R.L.	25 223 \$
MAUREEN FLYNN, ARBITRE ET MÉDIATRICE S.A.	3 500 \$
RELAIS EXPERT-CONSEIL	16 882 \$

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touchée(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même disponible cette information par le biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Organisme non assujetti à la Loi sur les contrats des organismes publics, article 17

QUESTION GÉNÉRALE N° 59

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:

- a) la dépense totale pour 2016-2017 (opération et capital) tel que établi dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI): 670 310 \$
- b) les grands dossiers en cours;
Les informations sont disponibles au tableau de bord
site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques: S.O.
- d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes
- e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

QUESTION GÉNÉRALE N^o 60

- a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.
-

a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

b) Aucune indemnité versée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
RÉPONSE DE RECYC-QUÉBEC

QUESTION GÉNÉRALE N° 61

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 62

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du *Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes* visant une réduction d'au minimum 2% de leur niveau d'effectifs;**
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;**
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;**
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels;**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 63

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

QUESTION GÉNÉRALE N° 65

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Liste des ordres	Total pour 2016-2017	Total pour 2015-2016
CPA - ORDRE DES COMPTABLES PROFESSIONNELS AGRÉES DU QUÉBEC		
ORDRE DES AGRONOMES DU QUÉBEC		
ORDRE DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC		
BARREAU DU QUÉBEC		
CRHA - ORDRE DES CONSEILLERS EN RESSOURCES HUMAINES AGRÉÉS		
LE CONSEIL DU PATRONAT		
CHAMBRE DE COMMERCE DE MONTRÉAL	16 069 \$	14 666 \$

Étude des crédits 2017-2018

Renseignements particuliers de l'opposition officielle

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2017

État de la situation au 31 mars 2017 des débouchés du verre au Québec. Prévisions des démarches pour 2017-2018.

État de la situation au 31 mars 2017 des débouchés du verre au Québec :

Bien que le verre de la collecte sélective souffre encore du manque de débouchés afin d'en écouler l'ensemble du volume disponible, plusieurs entreprises témoignent d'une demande grandissante dans les sous-produits liés aux matériaux de construction.

Afin d'en dynamiser le recyclage et la valorisation, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) a annoncé en 2016 la mise en place du plan « Verre l'innovation » en collaboration avec l'industrie. Ce plan représente des investissements de 6,7 millions de dollars et vise à améliorer la récupération du verre issu de la collecte sélective au Québec, par le biais de nouveaux équipements de tri et l'appui au développement de nouveaux débouchés. Le plan comporte trois volets :

- Des projets de démonstration qui consistent à installer les équipements éprouvés de tri et de nettoyage du verre dans plusieurs centres de tri.
- Des projets de R&D pour tester des technologies québécoises, en complément des nouveaux équipements pour le verre.
- Un soutien financier offert aux entreprises pour la commercialisation de nouvelles applications visant à donner une deuxième vie au verre récupéré.

Autre soutien :

RECYC-QUÉBEC a octroyé à l'automne 2015 une subvention de 50 000 \$ à l'école des technologies supérieures (ÉTS) dans le cadre d'un projet de recherche sur l'introduction de verre post-consommation dans les enrobés bitumineux, en partenariat avec la Ville de Montréal, Éco Entreprises Québec (ÉEQ) et la SAQ. Des premiers résultats encourageants ont été communiqués à RECYC-QUÉBEC en 2016 et certains travaux continueront dans les prochains mois.

Prévisions des démarches pour 2017-2018 :

RECYC-QUÉBEC participera, avec l'industrie, à la mise en place d'un comité de suivi du plan « Verre l'innovation ».

RECYC-QUÉBEC compte également travailler avec l'industrie afin de contribuer au développement d'initiatives permettant de mieux gérer les contenants en verre dans les restaurants.

Le financement de nouveaux projets n'est pas prévu, considérant que les programmes Technologies et Marchés et Performance des Centres de tri sont fermés aux nouvelles demandes.

RECYC-QUÉBEC représente le bras opérationnel de la GMR au Québec selon la Loi sur la qualité de l'environnement, elle élaborera le plan d'action 2017-2020 de la Politique québécoise de gestion des matières résiduelles. De ce fait, des actions concernant la problématique du verre au Québec seront considérées.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 147

État de situation, au 31 mars 2017, sur la mise en place d'une stratégie de modernisation des systèmes de récupération de contenants de boissons en fin de vie au Québec. Fournir la liste des démarches prévues pour 2017-2018.

Le gouvernement est d'avis qu'il faut moderniser le système de consignation et optimiser la collecte sélective au Québec afin d'accroître nos performances environnementales en vue de la création d'une société sans gaspillage de même que pour faire face aux enjeux liés à la lutte contre les changements climatiques et à l'épuisement des ressources non renouvelables. Le gouvernement ne privilégie pas un système de récupération plutôt qu'un autre quant à la gestion des contenants de boisson en fin de vie. Puisque ces deux systèmes sont complémentaires, l'objectif est de rechercher des avenues permettant d'optimiser les deux systèmes de récupération pour une meilleure performance environnementale.

La période 2016-2017 a fait l'objet de nombreuses analyses de scénarios opérationnels et financiers relatifs à la modernisation de la consigne et plus largement à la récupération des contenants de boissons en fin de vie. Ce travail a intégré un grand nombre de consultations entre RECYC-QUÉBEC et l'industrie, particulièrement au niveau des organismes et associations représentant les détaillants en alimentation et les embouteilleurs de boissons.

Bien qu'une telle avancée n'est pas été observée depuis les vingt dernières années, un travail en profondeur sur certains enjeux reste à réaliser en collaboration avec l'industrie afin d'y trouver une solution viable et plus optimale que le système actuellement en place. À ce titre, RECYC-QUÉBEC continuera à travailler avec l'industrie pour l'exercice 2017-2018.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 150

Fournir la ventilation des revenus récoltés en 2016-2017 par les organismes agréés par Recyc-Québec, et ce, par catégorie de matière visée:

- a. emballages et contenants;**
- b. imprimés;**
- c. journaux.**

Cette information n'est pas disponible.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 151

Fournir la ventilation des revenus récoltés en 2016-2017 par les organismes agréés par RECYC-QUÉBEC, et ce, par entreprise et organisation assujettie.

Cette information n'est pas disponible.

Étude des crédits 2017-2018

Renseignements particuliers requis

Deuxième groupe d'opposition

Société québécoise de récupération et de recyclage
(RECYC-QUÉBEC)

Avril 2017

QUESTION PARTICULIÈRE N^o 1a) b)
2E GROUPE D'OPPOSITION

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2016-2017, indiquer :

- a) la liste des des employés et des membres du conseil d'administration, en indiquant le poste qu'ils occupent et leur rémunération ;
- b) la liste des personnes qui ont été nommées ou qui ont vu leur mandat renouvelé en indiquant : leur nom, leur titre, la date du début et de la fin de leur mandat, leur rémunération et leur cv ;
- c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.

a) Membres du conseil d'administration

Conseil d'administration actuel

MEMBRES *

en poste au 28 février 2017

MANDAT

		Fin		Note
		Début	par décret	
Delisle, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Dorais, Sylvain	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Giroux, Michel	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Goulet, Claudia	Membre	2011-11-30	2015-11-29	** (1)
Hardy, Jeanne	Membre	2016-10-12	2020-10-11	
Joizil, Karine	Présidente du conseil	2016-04-20	2021-04-19	
Laberge, Monique	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**
Lemieux Julie	Membre	2016-04-20	2020-04-19	
Michaud, Dany	Président - directeur général	2015-10-05	2020-10-04	
Michel, Marjorie	Membre	2016-04-20	2020-04-19	
Racine, Valérie	Membre	2013-05-29	2016-05-28	**

Fin de mandat au courant de l'année financière

Josée Duplessis	Présidente du conseil	2014-01-15	2016-04-20
Yanick Vaillancourt	Membre	2013-05-29	2016-05-28

Note :

* à l'exemption du président-directeur général, les membres du conseil d'administration agissent à titre gracieux.

** membre encore en poste, en continuité de leur mandat

(1) a démissionné en date du 3 avril 2017

QUESTION PARTICULIÈRE NO 1c)
2^E GROUPE D'OPPOSITION

1. Pour chacun des organismes, agences, ou autres relevant du ministère pour l'année 2016-2017, indiquer :

c) leur frais de déplacement, de repas, de voyage et de représentation.
(excluant le président - directeur général)

Membres du conseil d'administration	Frais de déplacement et de voyage		Frais de repas	Représen- tation	Réunions du conseil d'administration (repas et loc. de salle)
	Héber- gement	Déplacement (kilométrage, essence, location auto, train, taxi)			
Total	4 321 \$	4 395 \$	1 139 \$	0 \$	2 343 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 02
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste de toutes les formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activités, activités de développement, sommets, congrès ou autres activités auxquelles ont participé les employés du ministère et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2016-2017. Indiquer:

- a) le lieu;
- b) le coût;
- c) la ou les dates de participations
- d) le nombre de participants;
- e) le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité;
- f) le nom de la formation ou de l'activité.

TYPE DE LA FORMATION	COÛTS EXTERNES	NOMBRE DE JOURS PARTICIPANTS
Formation sur les connaissances informatiques	795 \$	2
Formation en développement personnel	4 231 \$	17
Formation en développement spécifique	6 255 \$	27
Formation à l'Ordre des comptables professionnels agréés	2 432 \$	14
Formation en communication	796 \$	1
Colloque, Congrès, conférence	10 245 \$	40
Ateliers de planification stratégique	20 509 \$	168

QUESTION PARTICULIÈRE NO 3
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Sommes dépensées en 2016-2017 (et prévisions pour 2017-2018) par le ministère et chacun de ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Ventiler selon la catégorie de dépenses, soit s'il s'agit d'achat de logiciels ou de licences, de matériel ou de services professionnels (interne, externe ou du CSPQ).

Veillez vous référer à la question générale no 59.

QUESTION PARTICULIÈRE NO 6
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compressions de dépenses, reçue par le ministère ou l'organisme qui en relève en 2016-2017. Fournir l'ensemble des échanges, correspondances ou autres à ce sujet.

Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du ministère et des organismes qui en relèvent dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour chacune des années financières 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.

Veillez vous référer à la question générale no 36.

QUESTION PARTICULIÈRE N° 7
2^e GROUPE D'OPPOSITION

Liste et copie de tous les sondages effectués par le ministère et par chaque organisme qui en relève en 2016-2017, en indiquant les coûts, le sujet et, le cas échéant, la firme retenue pour le réaliser.

Firme	Sondage	Coût
CROP INC	Étude (sondage) de perception à l'égard de RECYC-QUÉBEC	15 750 \$
CROP INC	Étude (sondage) de perception de RECYC-QUEBEC à l'égard des ICI	8 250 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 9
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le ministère et chacun de ses organismes en 2016-2017. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.

ORGANISMES	DESCRIPTION MANDAT	MONTANT
ANGLOCOM	Traduction en anglais du rapport annuel 2015-2016	1 089 \$

QUESTION PARTICULIÈRE N° 11
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes, agences, conseils, comités ou autres qui en relèvent, indiquer pour 2016-2017:

- a) la liste de tous les concours et tirages effectués;**
- b) les prix remis aux gagnants des concours et des tirages, ainsi que la valeur de ces prix;**
- c) l'objectif visé par la tenue de chacun des concours;**
- d) la liste des concours qui ont pris fin.**

Aucun

QUESTION PARTICULIÈRE N° 12
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2016-2017:

- le nom de toutes les campagnes;
- les coûts de ces campagnes;
- le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser;
- les dates de diffusion de la campagne;
- les objectifs visés par chaque campagne.

NOM ET TYPE DE L'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
CAMPAGNE DE SENSIBILISATION À LA COLLECTE SÉLECTIVE RECYCLEMÉDIA	Campagne "Ceci n'est pas -phase II": - Faire connaître les produits non visés par la collecte sélective municipale - Faire baisser le taux de matières qui ne vont pas dans le bac de récupération de la collecte sélective municipale - Réalisation	Cart1er	33 950
		Challenge Agence- conseil en médias; Cossette communication inc. ; Crop; Les services de réputation Syrus inc.	103 780

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, en indiquant pour chacun, pour 2016-2017:

- a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention.
- b) le nom du ou des organismes bénéficiaires.
- c) le montant qui leur a été accordé.

Fournir également la liste des projets qui ont été rejetés pour chaque programme.

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Technologie, procédés et développement des marchés (enveloppe 14M\$)

VOLET 1 Soutien à l'amélioration des opérations et développement des marchés des matières résiduelles		
3R MCDQ (REGR. RÉCUP. ET RECYCLEURS MAT. CONSTRUCTION ET DÉMOLITION QC)	Projet en collaboration avec le CTTEI -Projet-pilote de place d'échange électronique pour les résidus de CRD	16 552 \$
VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
BOUFFARD SANITAIRE INC.	Achat implantation système de traçage RFID- Implanter un système générateur-payeur avec la technologie RFID	50 630 \$
CONTENEUR RECYCLE INC.	Mécanisation du centre de tri CRD existant	112 500 \$
CENTRE DE VALORISATION M. CHARETTE INC.	Acquisition d'équipement de conditionnement de CRD pour valorisation	180 000 \$
9288-3354 QUÉBEC INC. (BIO-NORD)	Acquisition d'équipement pour composter les résidus marins	105 630 \$
PROREC	Acquérir d'équipement de bioséchage pour la transformation de résidus de matières organiques humides.	135 000 \$
GYPSE FYORD RECYC- MOBILE	Acquérir de l'équipement de conditionnement et de recyclage de gypse	50 875 \$
SERVICES SANITAIRES DF DE BEAUCE INC.	Acquérir de l'équipement de tri	1 219 \$

Technologie, procédés et développement de marchés-Conditionnement et recyclage (enveloppe 6M\$)

VOLET 1 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
SYNERGIE TERA NOVA	Acquérir de l'équipement de conditionnement plastique des centres de tri	17 000 \$
VOLET 2 Investissement dans les opérations et les installations de traitement des matières résiduelles		
LES PRODUITS VERGLAS INC	Acquérir de l'équipement afin d'effectuer de la micronisation de verre, incluant la collecte sélective	56 250 \$
2M RESSOURCES	Acquérir de l'équipement pour la décontamination et le tri par couleur du verre issu de la collecte sélective	112 500 \$
SANI-ÉCO	Acquérir de l'équipement de conditionnement de plastiques recyclés issus de la collecte sélective.	225 000 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Entreprises, formation et insertion au travail (Enveloppe 8M\$)

VOLET 1 - Soutien au développement et à l'amélioration des performances		
CERTEX - CENTRE DE RÉCUPÉRATION ET	Aide pour une étude de recherche : Évitement et valorisation des rebuts de textiles destinés aux sites d'enfouissement.	5 971 \$
ÉVOLU-TIC OUTAOUAIS	Aide au projet d'obtention de la certification R2 : Norme internationale de recyclage des produits électroniques.	30 000 \$
VOLET 2 - Investissements dans les opérations et les installations		
ATELIER OCCUPATIONNEL RIVE-SUD INC.	Projet d'agrandissement des infrastructures.	85 122 \$
CENTRE DE PARTAGE COMMUNAUTAIRE JOHANNAIS	Subvention au projet : l'économe.	211 125 \$
CERTEX CENTRE DE RÉCUPÉRATION ET DE RECYCLAGE DU TEXTILES	Achat d'une nouvelle usine de textile à Terrebone-	56 127 \$
CFER NORMAND-MAURICE	Évaluation des pistes de valorisation des sous-produits industriels et de récupération des tubulures acériques en fin de vie.	21 956 \$
FRIPRIX -1 (voir Volet III)	Projet d'agrandissement de la friperie.	19 343 \$
INDUSTRIES GOODWILL	Aménagement de magasin et acquisition d'un camion et de remorques afin de soutenir la croissance de l'approvisionnement dans les centres de dons.	132 542 \$
LE CENTRE DE RÉCUPÉRATION RÉ-UTILES INC.	Achat d'une bâtisse et réaménagement de la ressourcerie.	50 719 \$
RÉCUPÉRATION MARRONNIERS INC.	Acquisition d'un séparateur balistique et implantation d'une ligne de recyclage de papiers confidentiels .	230 000 \$
RESSOURCERIE DE PORTNEUF	Travaux d'isolation de l'entrepôt et d'aménagement d'un coin atelier.	50 125 \$
SCE ENTRAIDE ST JEAN CHRYSOSTOME INC	Réaménagement et agrandissement des locaux de la ressourcerie.	2 613 \$
CARTONEK INC.	Aide pour l'achat d'équipement pour le conditionnement de tubulures d'érablière.	36 312 \$
LANGE BLEU	Expansion du service de couches lavables dans le milieu de la santé et développement d'un support de formation.	55 555 \$
CFER DES NAVIGATEURS	Acquisition de machinerie -Zéro déchets et granulation.	50 825 \$
RESSOURCERIE DES FRONTIÈRES	Démarrage d'une ressourcerie multimatière.	37 768 \$
SERVICE ENTRAIDE FAMILIALE DE VAL D'OR INC	Achat d'équipements divers, aménagements des aires de travail et d'entreposage.	56 102 \$
VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage (3R)		
COLLECTIVITÉS ÉCOLOGIQUES BAS ST-LARENT	Compagne pour "Une collecte qui carbure "-implantation de la collecte pour les clients de la SÉMER	20 000 \$
FRIPRIX -1	Campagne d'ISÉ régionale sur l'application des 3RV aux vêtements et autres articles ménagers	10 000 \$
CHAMBRE DE COMM & IND. DU COEUR-DU-QUÉBEC	Création d'un comité consultatif permettant la création d'un répertoire et de questionnaires visant l'élaboration d'outils d'information, de sensibilisation et d'éducation.	13 680 \$
LE CENTRE DE RÉCUPÉRATION RÉ-UTILES INC.	Achat d'une bâtisse et réaménagement de la ressourcerie.	8 997 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires locaux & régionaux, (Programme d'Initiatives Locales en Environnement -PILE)-(ENV. 2M\$)

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISE) en faveur de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage (3R)

CERMIM - CENTRE DE RECHERCHE SUR LES MILIEUX	Une saine gestion des matières résiduelles dans les ICI des Îles-de-la-Madeleine.	13 800 \$
CONCERTACTION ESTRIE	Accompagnement d'ICI en gestion des matières résiduelles.	20 924 \$
COOPÉRATIVE DE SOLIDARITÉ DE L'ARBRE	Accompagnement d'organisations ICI.	10 500 \$
CRAQUE -BITUME	Compagne ISÉ Matières organiques-Formation et sensibilisation au compostage.	8 692 \$
CRE CÔTE NORD	Sensibilisation et support des ICI à la GMR.	10 734 \$
ETHIK BGC	Fermer la boucle, un projet d'économie circulaire dans l'industrie textile du Québec	30 000 \$
FESTIVAL BELLASTOCK QC	Festival Bellastock édition 2015.	5 109 \$
GRAMÉ - GR. DE RECH. EN MACROÉCOLOGIE	3RV: Je me mobilise pour réduire les déchets à la source.	11 947 \$
LES TEMPS D'ARTS POPULAIRES	Déploiement d'actions d'ISÉ appuyant l'implantation du compostage domestique.	1 097 \$
SYNERGIE SANTÉ ENVIRONNEMENT	Optimisation de la récupération des plastiques dans les établissements de santé.	9 434 \$
TABLE DE CONCERTATION SUR LA FAIM ET LE DÉVELOPPEMENT	Escouade anti-gaspillage alimentaire - Phase II	29 460 \$
TOHU	Développer des outils pédagogiques aux enseignants pour les appuyer dans leur démarche de préparation aux visites et sur le retour sur l'apprentissage	14 700 \$
VILLE EN VERT /ÉCO QUARTIER AHUNTSIC CARTIER	Contribution à l'opération compostage	17 500 \$

Économie sociale et mobilisation des collectivités -Organismes communautaires nationaux-(Enveloppe 1M\$)

VOLET 3 - Appui à des actions d'information, de sensibilisation et d'éducation (ISÉ) en faveur de la réduction à la source, du réemploi et du recyclage (3R)

ACTION RE-BUTS	Campagne SQRD édition 2015	13 517 \$
LES AMIS DE LA TERRE	Support du projet portant sur la gaspillage alimentaire "Sauve ta bouffe"	7 593 \$
TÉLÉVISION COMMUNAUTAIRE DE LA VALLÉE DE LA MATAPÉDIA	Campagne d'information et de sensibilisation sur la gestion des matières organiques	9 696 \$
REGROUPEMENT NATIONAL DES CRE DU QC (RNCREQ)	Subvention pour implantation d'un Outil en GMR dans les ICI et de certification IOR : Trousse GMR RADDAR	38 100 \$
FONDATION QUÉBÉCOISE EN ENVIRONNEMENT	Aide pour tant sur un ateliers scientifiques sur le thème de la biométhanisation	13 995 \$
ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE (AQLPA)	Aide pour le projet de mettre en place d'une campagne d'éducation et de sensibilisation sur la biométhanisation baptisée: communauté biométhane.	22 500 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Performance des ICI en GMR

Volet 1 : Bilan et amélioration des programmes des ICI en gestion des matières recyclables		
Volet 2 : Acquisition des contenants et équipements de gestion des matières recyclables		
3174891 CANADA INC	volet 2	8 000 \$
9005-8397 QUÉBEC INC (A.M.R. FRUITERIE)	volet 2	5 460 \$
9128-3820 QUÉBEC INC. (MARCHÉ GAZAILLE)	volet 2	4 381 \$
9279-5145 QUÉBEC INC.	volet 2	12 000 \$
BIO-K-PLUS INTERNATIONAL INC.	volet 2	4 513 \$
CHU DE QUÉBEC	volet 2	11 836 \$
CLINIQUE MÉDICALE VIAU INC	volet 2	1 036 \$
COLLEGE O'SULLIVAN DE QUÉBEC INC.	volet 2	2 000 \$
CSSS (CH SACRÉ COEUR)	volet 2	1 243 \$
CSSS DE LA VIEILLE CAPITALE	volet 1	1 900 \$
CSSS HAUTE YAMASKA CENTRE HOSPITALIER	volet 2	2 000 \$
ENTRETIEN DE MOTEURS D'AÉRONEFS LOCKHEED MARTIN	volet 2	210 \$
GROUPE ABS INC.	volet 2	140 \$
GROUPE DESGAGNÉS INC.	volet 2	61 \$
GROUPE MARCELLE INC CENTRE DE DISTRIB.	volet 2	1 358 \$
GROUPE MARCELLE INC -USINE DE PRODUCTION	volet 2	6 058 \$
IGA FAMILLE CRÉGHEUR (LA PINIÈRE) INC	volet 2	5 344 \$
IGA MARCHÉ MARE DESBIENS	volet 2	2 367 \$
INSTITUT DE CARDIOLOGIE DE MONTRÉAL	volet 2	8 000 \$
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE SANTÉ MENTALE DE QUÉBEC	volet 2	875 \$
KIMWOOD VICTORIAVILLE HOLDINGS ULC	volet 2	6 844 \$
LA CORPORATION DE GESTION DES MARCHÉS PUBLICS DE MONTRÉAL - MARCHÉ MAISONNEUVE	volet 2	4 957 \$
LE CENRE ÉDUCATIF ET D'ÉVEIL LA PETITE ÉCOLE	volet 2	1 400 \$
LES ENTREPÔTS INTRAMODAL INC.	volet 2	7 140 \$
LES RÔTISSERIES ST-HUBERT	volet 1	98 483 \$
LES SALLES DE RÉCEPTION PALACE INC.	volet 1	1 200 \$
LOBLAWS INC.	volet 1 & 2	28 348 \$
MAGASIN CO-OP L'UNITÉ DE LA VERNIÈRE	volet 1	2 394 \$
MAISON DE LA POMME DE FRELIGHSBURG INC.	volet 2	4 207 \$
PHARMACIE J.-MICHEL DUBEAU & É. LARIVIÈRE, S.E.N.C	volet 2	2 329 \$
PRODUITS ALIMENTAIRES VIAU INC.	volet 2	11 760 \$
PRODUITS FORESTIERS MAURICIE S.E.C.	volet 2	2 559 \$
SITQ NATIONAL INC	volet 1	1 506 \$
SITQ NATIONAL INC.	volet 2	630 \$
SLEEMAN UNIBOUÉ INC	volet 2	1 680 \$
SOGELI ENGINE SYSTÈMES CANADA	volet 2	4 788 \$
TRANSPORT DESGAGNÉS INC.	volet 1	4 143 \$
UNIFORME TOWN & COUNTRY INC.	volet 2	3 066 \$
VÊTEMENTS GOLDEN BRAND INC.	volet 2	5 338 \$
Liste aides retournées, non utilisées		
UNIVERSITÉ CONCORDIA	volet 2	(11 676) \$
STM PLACE BONAVENTURE	volet 2	(2 282) \$
PHOSTECH LITHIUM INC.	volet 2	(4 000) \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Regroupement des ICI -Volet 3 - Accroître la performance de récupération et mise en valeur des matières résiduelles		
CENTRE LOCAL DE DÉVELOPPEMENT DE BROME-MISSISQUOI	volet 3	10 000 \$
CHAMBRE DE COMMERCE DU SAGUENAY	volet 3	14 700 \$
COLLECTE PRO	volet 3	5 723 \$
COLLÈGE MÉRICI	volet 3	22 400 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO GATINEAU, SECTEUR HULL)	volet 3	8 822 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO CHELSEA)	volet 3	10 355 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO GATINEAU, RUE LAVAL)	volet 3	9 694 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	2 400 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO)	volet 3	16 488 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -CANTLEY	volet 3	3 468 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -GRACEFIELD	volet 3	2 312 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -GRAND REMOUS	volet 3	2 051 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -LA PÊCHE	volet 3	3 473 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -MANIWAKI	volet 3	2 845 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS (CREDDO) -VAL DES MONTS	volet 3	3 396 \$
COOPÉRATIVE DU QUARTIER PETIT CHAMPLAIN	volet 3	5 278 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMERCIAL DE SHERBROOKE	volet 3	9 025 \$
CORPORATION NORME INTERNATIONALE	volet 3	5 855 \$
CREAT - CONSEIL RÉG. DE L'ENV. DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	volet 3	4 766 \$
ENVIRORCUBE	volet 3	11 793 \$
GROUPE LECLERC ARCHITECTURE + DESIGN INC.	volet 3	2 880 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE- ST ROCH DE L'ACHIGAN	volet 3	25 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE-LANORAIE	volet 3	25 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE-REPENTIGNY	volet 3	25 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE-TERREBONNE	volet 3	25 000 \$
MRC DE KAMOURASKA	volet 3	15 000 \$
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE COATICOOK	volet 3	4 962 \$
POURVOIRIE DU LAC GENEVIÈVE	volet 3	17 860 \$
SADC DE LA HAUTE-CÔTE-NORD INC.	volet 3	8 514 \$
SADC DE LA RÉGION DE COATICOOK	volet 3	10 818 \$
SDC PETITE ITALIE -MARCHÉ JEAN TALON	volet 3	4 750 \$
SHERBROOKE INNOPOLE	volet 3	11 078 \$
SOCIÉTÉ D'AIDE AU DÉV. DES COLL. DU HAUT-SAGUENAY	volet 3	10 404 \$
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	volet 3	25 000 \$

ORGANISME BÉNÉFICIAIRES	NOM ET NATURE DU PROJET	MONTANT
-------------------------	-------------------------	---------

Regroupement des ICI : Transition vers l'économie circulaire (APTEC)		
SYNERGIE ÉCONOMIQUE LAURENTIDES	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
CIRADD	Création ou extension de symbioses industrielles	41 104 \$
COMITÉ 21 QUÉBEC	Création ou extension de symbioses industrielles	39 671 \$
MRC DE SEPT-RIVIÈRES	Création ou extension de symbioses industrielles	38 078 \$
PME MTL	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
LANAUDIÈRE ÉCONOMIQUE	Dynamisation et expansion de la symbiose des ICI	54 000 \$
CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE VICTORIAVILLE ET SA RÉGION (CDEV R)	Mettre en place une cellule où seront coordonnés quatre services très reliés: symbiose industrielle, service d'accompagnement en développement durable, des ICI en GMR et services-conseils.	50 522 \$
SADC DU KAMOURASKA	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$
CONSEIL RÉG. DE L'ENVIRONNEMENT DE L'OUTAOUAIS -CREDDO	Création ou extension de symbioses industrielles	54 000 \$

Performance des centres de tri des matières recyclagles de la collecte sélective -Volet B: Amélioration		
CENTRE DE TRI BOUFFARD INC	Mécanisation du centre de tri (pré-tri, séparateurs carton/balistique/fines, soufflerie, balance)	81 716 \$
PLASTIMUM	Récupération et valorisation des résidus provenant des bassins	150 000 \$
RÉCUPÉRACTION CENTRE-DU-QUÉBEC INC.	Optimisation des opérations de tri.	200 000 \$
RÉCUPÉRATION FRONTENAC	Soutien au projet "Pas de contaminants chez nos clients, tout le monde est gagnant !"	200 000 \$
RÉGIE DE GESTION DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DU LAC-SAINT-JEAN	Collecte, conditionnement et recyclage du polystyrène	35 959 \$
RÉGIE DE RÉCUPÉRATION DE L'ESTRIE	Aide financière pour la réalisation de Séparateur de finition et tri optique.	192 000 \$
TRICENTRIS, CENTRE DE TRI	Ajout de silos pour permettre la vente de poudre de verre en vrac	150 000 \$
KLOCKNER PENTAPLAST DU CANADA INC.	Implantation d'une nouvelle trieuse optique flocons	146 884 \$
RÉGIE INTERMUNICIPALE DE TRAITEMENT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES DE LA GASPÉSIE	Implantation d'un centre régional de décontamination des rejets et d'une ligne de pré-tri au Centre de tri de Grande-Rivière	81 587 \$
SOCIÉTÉ V.I.A.	Accroître la performance du centre de tri avec l'ajout d'un système de tri optique sur la ligne principale de fibres	512 000 \$

Performance centres de tri -Appel à proposition Volet I		
AUCUN		

QUESTION PARTICULIÈRE N° 15
2^E GROUPE D'OPPOSITION

Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, le nombre d'ETC affectés et les coûts reliés à la préparation de l'exercice d'étude des crédits budgétaires (incluant les réponses aux questions et les présences en commission parlementaire).

Cette information n'est pas disponible.